



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

26 janvier 2016

La commémoration du « Lundi noir » est au centre des débats, ce jour. Comme tous les ans, les partisans du parti Tiako i Madagasikara prévoit d'organiser un culte au Magro de Tanjombato. Parallèlement, la mise en place du Sénat continue d'accaparer l'attention des quotidiens ainsi que de l'opinion publique. Tous attendent la nomination des 21 sénateurs du quota présidentiel, prévue pour cette semaine.

PROCESSUS ELECTORAL

REACTIONS SUITE A LA PROCLAMATION DES RESULTATS DES ELECTIONS SENATORIALES

- *Madagascar-Laza* fait remarquer le retour de certaines personnalités connues de la Transition sur la scène politique. Le quotidien fait référence à des « revenants », dont l'ancien Commandant de la Force d'Intervention Spéciale, Lilyson René de Rolland, qui fait partie des sénateurs élus. Dans la même lignée, Thierry Raveloson, ancien Président de la délégation spéciale de la province de Toliara durant le régime de Marc Ravalomanana a également été élu sénateur. (p.3)
- *La Vérité* n'a pas hésité à dénoncer la présence de certains « caméléons » au sein de la Chambre haute. Il s'agit, selon la définition du quotidien, des politiciens qui ont troqué la couleur orange de la plateforme MAPAR (Miaraka amin'i Andry Rajoelina), le vert du TIM (Tiako i Madagasikara) ou encore le rouge de l'AREMA (Avant-garde pour la Rénovation de Madagascar) pour le bleu roi du parti au pouvoir, HVM (Hery Vaovao ho an'i Madagasikara). Le journal a cité pêle-mêle les Samson Goulzar Andrianjaka, Amido et Bemaratana Martin. Il a également critiqué Riana Andriamandavy II, qui rappelle-t-il, est un ancien Tim qui a basculé dans le camp orange d'Andry Rajoelina avant d'embrasser les couleurs du HVM. (p.3)

POLITIQUE INTERNE

HERY RAJAONARIMAMPINANINA NOMMERA 21 SENATEURS CETTE SEMAINE

En marge de l'inauguration d'un centre de formation professionnelle pour les femmes et d'un centre de ressources à Andoharano Tsimbazaza, le Président Hery Rajaonarimampianina a affirmé que la nomination des 21 sénateurs qui entre dans le quota présidentiel, aura lieu cette semaine avant son départ pour Addis-Abeba. Interrogé par une journaliste sur ses perspectives de remaniement gouvernemental, le Président s'est contenté de répondre : « chaque chose en son temps ». (L'Express de Madagascar, p.5 ; Les Nouvelles, p.3 ; La Vérité, p.3 ; Tia Tanindrazana, p.2)

- Selon *Les Nouvelles*, le Président de la République aura à choisir parmi 300 candidats environ. Les critères de sélection seront la motivation, la compétence et les expériences en matière de développement socioéconomiques. (p.3)
- « Hery Rajaonarimampianina a déjà une idée exacte de ceux qui seront nommés au nom de son quota » se convainc *Madagascar Matin*. Le quotidien est prêt à parier que les 300 ou 400 curriculum vitae iront tous sans exception à la poubelle. (p.2)
- Selon les pronostics de *La Gazette de la Grande île*, le ministre d'Etat en charge des projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement, et non moins, président du parti HVM, Rivo Rakotovao figurera parmi les personnalités nommées sénateurs dans le quota présidentiel. Le quotidien s'attend même à ce qu'il postule pour la présidence de la Chambre haute. (p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- **Midi Madagasikara** a focalisé son attention sur l'inauguration du centre, et a avancé dans ses colonnes qu'à l'instar du TIM et de la plateforme MAPAR, le HVM est déjà aussi en pleine pré-campagne pour les élections présidentielles de 2018. Le quotidien révèle que lors de cet événement à Tsimbazaza, toutes les écoles primaires publiques et collèges d'enseignement général se situant aux alentours ont été fermées et que des « tracts » invitant les habitants des quartiers environnants à assister à l'événement ont été aperçus, notamment à Tsarafaritra et à Andoharano. (p.2)
- **La Vérité** s'est également focalisé sur l'inauguration du centre de formation, et confirme la circulation de messages sous forme de tracts dans le quartier de Tsimbazaza. Le quotidien rapporte que l'événement a été snobé par la population. « Seuls les écoliers et collégiens ont répondu présents avec leurs instituteurs et quelques partisans du HVM ». Le journal en conclue que le Président de la République a une cote de popularité faible auprès des habitants de son propre quartier. (p.3)
- **Madagascar-Laza** a rapporté l'effervescence du côté du Palais de verre, 72 heures après la publication des résultats officiels des sénatoriales. Le quotidien note, entre autres, que la grande salle a fait l'objet de multiples travaux de réparation. Un grand nettoyage a été effectué dans les locaux et le mobilier a été restauré. (p.3)

26 JANVIER 2009 – 26 JANVIER 2016 : COMMEMORATION DU « LUNDI NOIR »

7 ans après le tragique « Lundi noir », les victimes espèrent toujours être dédommagées. L'ancien Président Marc Ravalomanana et les membres du TIM tiendront un culte œcuménique en l'honneur des victimes de cet événement politique du 26 janvier 2009, ce jour, au Magro de Tanjombato. Des sources proches de Marc Ravalomanana ont laissé entendre que celui-ci envisage de faire des révélations sur le « Lundi noir » durant ce culte. (Midi Madagasikara p.3 ; Tia Tanindrazana, p.2)

- **Midi Madagasikara** est certain que l'ancien exilé d'Afrique du Sud va profiter de cet événement pour lancer des accusations contre l'ancien président de la Transition, Andry Rajoelina. Depuis la période transitoire, les partisans de Marc Ravalomanana ou « Zanak'i Dada » ont toujours soupçonné le numéro Un de la Révolution orange de 2009, d'avoir orchestré les pillages du 26 janvier. En outre, le journal a mis en exergue que le régime en place ne prévoit aucune manifestation ce jour. (p.3)
- **L'Express de Madagascar**, pour sa part, s'attend à ce que l'ancien Président aborde la problématique de l'indemnisation des victimes, prévue dans la Feuille de route. Le quotidien rappelle, en effet, qu'il est l'un de ceux qui ont perdu le plus lors de ces actes de vandalisme qui ont marqué le « Lundi noir ». (p.6)
- Dans une interview accordée à **Madagascar-Laza**, Honoré Rakotomanana, président du Comité d'experts pour la révision des textes sur le Conseil de réconciliation malgache ou FFM, aborde la question de l'indemnisation des victimes des crises politiques de 2002 et 2009. Il informe les lecteurs que 800 demandes d'indemnisation sont parvenues au FFM. Selon ses explications, le Fonds national de solidarité est prévu être alimenté par le budget de l'Etat et soutenu par la Communauté internationale, comme le stipule l'article 27 de la Feuille de route. Le principe prévu dans l'avant-projet de loi sera complété par un décret d'application dans la mesure où il appartient au FFM de fixer les modalités de réparation. (p.2)
- **La Gazette de la Grande île** a rafraîchi la mémoire de ses lecteurs en revenant sur la chronologie du « Lundi noir ». 7 ans plus tard, le quotidien constate que « la plaie n'est pas encore cicatrisée ». Pour le journal, le culte prévu par Marc Ravalomanana, ce jour, ne sera qu'une manière pour l'ex-Président d'expier ses fautes. (p.4)
- Selon l'analyse de **L'Observateur**, la commémoration annuelle du 26 janvier 2009 par les « fanatiques » de Marc Ravalomanana n'est qu'une « manœuvre politique pour faire oublier

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



le carnage du 7 février 2009 ». C'est sur un ton belliqueux que le quotidien accuse les partisans de l'ancien Président « d'user de stratagème pour semer le désordre, le mensonge et la manipulation d'opinion ». (p.2)

REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE : ENTRE LES MAINS DU CHEF DE L'ETAT

Le Premier ministre Jean Ravelonarivo, assisté des autres membres du gouvernement, a procédé, hier, à la remise officielle de la Lettre de Politique Générale de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) au Président de la République, Hery Rajaonarimampianina. Selon le Chef du gouvernement, l'objectif de cette réforme réside dans la mise en place d'une sécurité globale et transversale. Le Président a souligné que la RSS veut « reconquérir la confiance de la population envers l'Etat, mais aussi rétablir l'autorité étatique ». Dans son allocution, il a également insisté sur l'importance de l'adhésion de la population. A cet effet justement, le comité d'élaboration de la LPG-RSS a déjà procédé à des consultations régionales et à un séminaire national. Pour l'instant, le contenu de la lettre en question n'est pas accessible au public. Cette LPG-RSS sera débattue et adoptée en conseil des ministres. (L'Express de Madagascar p.5 ; Midi Madagasikara, p.3 ; Madagascar-Laza p.3 ; Les Nouvelles, p.3 ; L'Observateur, p.2)

- “La RSS demande la contribution des partenaires techniques et financiers. Elle requiert également un appui et un soutien plus effectifs en termes d'expertise », s'est exprimé le Général Léon Richard Rakotonirina, Commandant de l'Académie militaire d'Antsirabe. L'établissement a eu, hier, le privilège de recevoir la visite de l'ambassadeur de l'Union européenne, Antonio Sanchez-Benedito. (Madagascar-Laza, p.3)
- Selon les précisions apportées par Les Nouvelles, le document repose sur huit piliers, à savoir, l'Armée, la police et la gendarmerie nationale, la Justice, l'aménagement du territoire et les forces paramilitaires, les services de renseignement, le Parlement et les acteurs non-étatiques. Se basant sur le communiqué de presse de la Présidence, le quotidien a également révélé les quatre axes définis, à savoir les stratégies, les capacités, l'éthique et la redevabilité sociale et enfin, le genre et les contributions transversales. (p.3)

ECONOMIE ET SOCIETE

INTEMPERIES DANS LE NORD-OUEST DU PAYS : LE BILAN S'ALOURDIT

Le dernier bilan Des intempéries survenues dans le Nord-Ouest du pays, communiqué par le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes, hier soir, fait état de 4 morts et 26 897 sinistrés. 17 000 personnes ont dû quitter leurs foyers à cause de la montée des eaux. 4 492 cases ont été inondées et 2 874 détruites. 6 écoles ont également été ravagées. Les dégâts sur l'agriculture ne sont pas moins impressionnants. 25 162 Ha de rizières ont été inondées et 4 000 Ha de champs, ensablés. Bien que Thierry Venty, secrétaire exécutif du BNGRC, ait tenté de rassurer sur la baisse du niveau de l'eau et sur l'arrivée des aides dans les zones enclavées, le danger guette toujours cette partie de l'île. En effet, selon Rivo Randrianarisoa, prévisionniste au centre météorologique d'Ampanidromby, hier, la zone de convergence intertropicale dans le Nord de la Grande île, demeure encore dans le Canal de Mozambique. (L'Express de Madagascar, p.3 ; Les Nouvelles, p.4)

SECHERESSE DANS LE SUD DU PAYS : 4 DISTRICTS TOUCHÉS PAR LA FAMINE

Selon le premier responsable de l'opération pour l'Alimentation en Eau dans le Sud (AES), quatre districts sont déjà touchés par la famine ou « kere », à savoir Amboasary Atsimo, Betroka, Bekily et Ampanihy. Le manque de ressources financières et la sécheresse sont les principales causes de ce fléau. En effet, selon les dernières informations, l'absence de précipitation depuis plusieurs semaines a transformé cette région aride en un lieu semi-désertique. Le BNGRC a dépêché des éléments à

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Amboasary Atsimo pour une mission d'évaluation des réels besoins des districts touchés par la famine sévère. Ils ont directement apporté des aides pour les familles touchées. Parallèlement, différentes organisations sont déjà sur le terrain pour soutenir les victimes. (Midi Madagasikara, p.5)

REACTIONS DE LA POLICE JUDICIAIRE SUITE A L'INTERVENTION DU PERE D'ARNAUD

Invité sur le plateau d'une émission télévisée, le 22 janvier, le père de la victime, Arlan Ramiliarison a laissé entendre qu'avec ses éléments « ils ont lancé une arrestation et vont continuer leur traque ». Ces propos concernant l'affaire du double rapt qui a eu lieu à Toamasina, ont heurté la sensibilité de la police judiciaire, qui a organisé une conférence de presse, hier, pour mettre les points sur les « i ». « Le père d'Arnaud Ramiliarison n'a pas l'autorité de donner des ordres aux forces de l'ordre, ni de faire des arrestations, ni d'effectuer des perquisitions » a réagi le Directeur de la police judiciaire, Alain Bruno Andrianirina. Il a également précisé que la victime a pu être libérée grâce à un renseignement de la police du deuxième arrondissement de Toamasina. Pour rappel, huit personnes ont été traduites devant le Parquet, hier, dans le cadre de cette affaire. Deux autres individus, à savoir, Stéphanie Roger Ralala et Veniste, font l'objet d'un avis de recherche. Pour l'heure, la Brigade criminelle attend le résultat de la provenance des munitions pour pister le cerveau de l'opération et les autres complices. (Midi Madagasikara, p.17 ; Madagascar-Laza, p.6 ; Les Nouvelles, p.8 ; L'Observateur, p.4 ; Tia Tanindrazana, p.3)

- *L'Express de Madagascar a privilégié un tout autre angle dans le traitement de l'information. Selon le Commissaire principal Jean de Matha Rakotondrasoana, Chef du service central des affaires criminelles, « des suspects récemment arrêtés pour des affaires de kidnapping sont déjà libérés ». La police a dénoncé ces « libérations abusives » dans des affaires de rapt. D'ailleurs, le directeur de la Police judiciaire explique que les ravisseurs reviennent à la charge encore plus dangereux à chaque remise en liberté. Par ailleurs, la police a confirmé à l'occasion l'implication d'un agent pénitentiaire dans l'affaire. (p.10)*

DROIT DE STATIONNEMENT : LES TARIFS DES PARKING A 500 ARIARY PAR HEURE A PARTIR DE FEVRIER

Le droit de stationnement en centre-ville, notamment à Analakely et ses environs, à Tsaralàlana, à Antsahavola et à Antaninarenina connaîtra une hausse à partir du 1^{er} février prochain. Les frais de parking passeront de 200 Ariary l'heure à 500 Ariary. Cette décision de la Commune Urbaine d'Antananarivo a suscité la grogne des usagers de la route et particulièrement des chauffeurs de taxi qui paient déjà un droit de stationnement à la mairie tous les trois mois. Même si cette mesure ne s'applique pour le moment qu'aux parkings du centre-ville, les usagers craignent qu'elle s'étende dans les autres quartiers de la capitale. (Les Nouvelles, p.5)

- *Madagascar Matin se demande ce que l'on peut faire avec le triple du montant actuel. Le quotidien rappelle qu'avec 200 Ariary l'heure du parking, les anciens Présidents de la délégation spéciale d'Antananarivo, ont déjà pu ramasser les ordures, réhabiliter les rues, construire des bornes fontaines et des blocs sanitaires, curer les canaux d'évacuation d'eaux usées, gérer les embouteillages et entretenir les jardins publics. Ainsi, le journal craint que cette hausse ne profite surtout qu'à la société Easy Park, le partenaire de la CUA dans l'installation des bornes électroniques de gestion de parking. (p.3)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



UN PEU D'HUMOUR



L'Express de Madagascar, p.6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

ECES
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

OSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership

Ce projet est financé par l'Union européenne